

Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité  
Ministère de la santé, de la Jeunesse et des sports  
Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique

**Direction de la sécurité sociale**

30 NOV. 2007

Personne chargée du dossier :

Malika MERAD

2<sup>ème</sup> sous-direction – 2B

Téléphone : 01.40.56.78.61

Fax : 01.40.56.75.22

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction  
publique

à

Monsieur le directeur  
de la caisse nationale des allocations familiales

Monsieur le directeur de la caisse centrale de mutualité  
sociale agricole

Madame et Messieurs les préfets de région  
Directions régionales des affaires sanitaires et sociales

Lettre ministérielle relative à l'allocation journalière de présence parentale et au congé de présence parentale.

**DATE D'APPLICATION :**

L'allocation journalière de présence parentale est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2006. La montée en charge de la prestation et l'examen des premiers dossiers ont soulevé un certain nombre de questions ou de difficultés.

Compte tenu de ces éléments, la présente lettre a pour objet de compléter les conditions d'application des dispositions prévues par la circulaire DSS/2B/2006/189 du 27 avril 2006 relative à l'allocation journalière de présence parentale.

**I. La notion de « jours non fractionnables » prévue au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 122-28-9 du code du travail**

Dans un souci notamment de bonne gestion des absences par l'employeur il a été décidé que les jours pris dans le cadre du congé de présence parentale ne pourront être fractionnés.

Par conséquent, aucune fraction d'allocation journalière de présence parentale ne peut être versée au titre, par exemple, d'une absence inférieure au jour travaillé. De la même façon, des absences inférieures à cette quotité ne peuvent être cumulées pour ouvrir droit à une allocation journalière complète.

Le terme « jour » doit s'entendre au sens du temps de travail du salarié inscrit dans son contrat de travail c'est-à-dire le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives, peu importe que ce contrat soit à temps complet ou à temps partiel.

L'appréciation de jours non fractionnables doit se faire indépendamment de la durée légale du temps de travail.

Ainsi, une personne qui travaille 8 heures par jour devra, conformément au code du travail, poser une journée entière pour prétendre au congé de présence parentale ; l'employeur sera en droit de lui refuser une demande de congé dans laquelle figurerait par exemple 4 heures d'absence. Même chose lorsque la personne a un contrat de travail de 4 heures par jour : l'employeur sera en droit de lui refuser son congé de présence parentale si celle-ci demande à s'absenter 1 heure par jour.

Par ailleurs, le nombre d'AJPP versé par l'organisme débiteur des prestations familiales ne pourra être comptabilisé en faisant le décompte du nombre d'heures non travaillées sur plusieurs jours notamment lorsque la personne travaille à temps partiel. Il n'existe pas de versement de  $\frac{1}{2}$  AJPP

Illustrations :

**Exemple 1 :** Une personne a une durée hebdomadaire du temps de travail de 35 heures soit 5 jours par semaine avec un temps de travail de 7 heures par jour ; la personne prend un congé de présence parentale de 5 jours : pour les 5 jours non travaillés, 5 AJPP pourront être versés dans la limite de 22 jours par mois.

**Exemple 2 :** Une personne a une durée hebdomadaire du temps de travail de 20 heures soit 4 jours par semaine avec un temps de travail de 5 heures par jour ; la personne prend un congé de présence parentale de 4 jours : pour les 4 jours non travaillés, 4 AJPP pourront être versés dans la limite de 22 jours par mois.

**Exemple 3 :** Soit une durée hebdomadaire du temps travail de 16 heures réparties comme suit : 4 heures les lundis, mardis matin et 8 heures le jeudi : la personne décide de prendre un congé de présence parentale le lundi et jeudi : les 4 heures non travaillés le lundi ouvre droit à 1 AJPP ; les 8 heures non travaillés du jeudi ouvrent également droit à 1 AJPP. Le décompte des jours pris est donc de 2 et non de 1,5.

## II. AJPP et indemnités journalières

L'allocation journalière de présence parentale étant un revenu de remplacement destiné à compenser forfaitairement une perte de ressources, la loi prévoit qu'elle n'est pas cumulable notamment avec la congé de maternité, les allocations de chômage, les pensions de retraite, ainsi que l'indemnisation des congés de maladie.

Ainsi, une personne ne peut être le même jour en journée d'AJPP et l'autre en demi-journée d'IJ ; elle devra faire un choix entre une journée d'AJPP ou une journée d'IJ.

Cependant, une personne pourra, au cours d'un même mois, cumuler des IJ et de l'AJPP, pris au titre de journées différentes, que celle-ci travaille à temps plein ou à temps partiel.

➤ **Le cas de l'indemnité complémentaire à la charge des employeurs**

Les mêmes règles de non cumul IJ/AJPP s'appliquent également aux indemnités complémentaires à la charge de l'employeur (légale ou, le cas échéant, conventionnelle).

En effet, la loi interdit le cumul avec « l'indemnisation des congés de maladie ou d'accident du travail », sans limiter cette interdiction aux seules IJ servies par les régimes obligatoires de base. En tout état de cause, l'employeur ne verse un complément que pour les arrêts pris en charge par la sécurité sociale.

➤ **Le cas de la reprise d'activité à temps partiel pour motif thérapeutique**

L'allocation journalière de présence parentale n'est pas cumulable avec l'indemnisation des congés de maladie ou d'accidents du travail pour le même jour. La personne qui reprend son travail à temps partiel pour motif thérapeutique percevant des indemnités journalières à ce titre ne pourra prétendre pour les mêmes journées au versement de l'AJPP. Elle devra, pour chaque journée considérée, faire un choix entre une indemnisation au titre de l'AJPP ou une indemnisation au titre des indemnités journalières.

\*

\*

\*

Je vous demande de transmettre les présentes instructions aux organismes débiteurs de prestations familiales de votre ressort.

Je vous saurais gré d'assurer dans les meilleurs délais la diffusion de la présente circulaire aux services et organismes concernés et de me faire connaître les éventuelles difficultés que son application pourrait susciter.

Pour les ministres et par délégation  
Le directeur de la sécurité sociale

  
Dominique LIBAULT